

**Circulaire n°2006-204 du 11 décembre 2006**

(Éducation nationale, Enseignements supérieurs et Recherche : Enseignements scolaires : bureau DGESCO B3-1)

Texte adressé aux rectrices et recteurs d'académie, aux inspectrices et inspecteurs d'académie, directrices et directeurs des services départementaux de l'éducation nationale et aux proviseurs et proviseurs.

*Installation des distributeurs automatiques de préservatifs dans les lycées d'enseignement général et technologique et les lycées professionnels.*

NOR : MENE0603070C

L'épidémie de sida demeure un enjeu majeur de santé individuelle et de santé publique. La prévention, en particulier auprès des jeunes, est l'action la plus importante et la plus efficace pour enrayer ce fléau.

Le Président de la République a demandé que "la lutte contre le sida soit le grand effort de la Nation". En effet, la politique nationale de prévention du VIH et des autres infections sexuellement transmissibles impose des mesures énergiques.

Dans ce cadre, l'engagement des lycées doit être exécuté. C'est pourquoi, il est nécessaire d'enfermer l'accès des élèves aux moyens de protection en programmation, dans les lycées, l'installation de distributeurs automatiques de préservatifs aisément accessible et maintenus en bon état de marche et d'approvisionnement.

Il est indispensable d'inscrire cette mesure dans un cadre pédagogique et éducatif qui prenne appui sur les enseignements et les séances d'éducation à la sexualité (circulaire n°2003-027 du 17 février 2003 relative à l'éducation à la sexualité dans les écoles, les collèges et les lycées). À cet égard, je vous rappelle le rôle de l'instance opérationnelle de prévention de l'établissement que constitue le comité d'éducation à la santé et à la sexualité (CESC). L'une de ses missions est de mettre en œuvre un programme d'éducation à la santé et à la sexualité de prévention des comportements à risques. Dès lors, il constitue le lieu le plus approprié pour mobiliser l'ensemble de la communauté éducative, en particulier les parents d'élèves et les lycéens eux-mêmes, et pour construire les partenariats les plus efficaces avec les associations et les institutions compétentes à proximité de l'établissement scolaire.

C'est ainsi que le CESC de chaque lycée doit proposer rapidement au conseil d'administration un plan global d'actions de prévention dans lequel l'installation d'un distributeur de préservatifs s'inscrit naturellement.

L'installation de tels distributeurs doit, en effet, faire l'objet d'un accord du conseil d'administration, conformément à l'article 16 du décret n°85-924 du 30 août 1985.

En conséquence, la procédure veut que ces mesures soient inscrites à l'ordre du jour du conseil d'administration. Le conseil dispose de tous les éléments d'information pertinents démontrant l'urgence d'un renforcement de l'action de prévention à destination des jeunes. Les principales données à prendre en compte sont mises en ligne sur le site : <http://eduscol.education.fr/> et sont diffusées auprès des établissements.

Enfin, le CESC devra procéder à une évaluation quantitative et qualitative du dispositif afin d'en rendre compte au conseil d'administration.

Afin de vous apporter tout l'aide dont vous aurez besoin pour assurer la mise en œuvre de ces instructions dans les meilleures conditions d'efficacité et d'rapidité, je vous informe que des fiches techniques seront prochainement mises en ligne sur le site Eduscol. Dès la publication de la présente circulaire, vous voudrez bien faire connaître aux chefs d'établissement les coordonnées de la personne que vous aurez chargée de répondre aux interrogations qui pourraient être soulevées.

Les modalités de mise en œuvre de ce dispositif font l'objet d'un rapport de l'inspection générale de l'éducation nationale (groupe Établissements et vies scolaires). Un état des lieux sera effectué par la direction générale de l'enseignement scolaire à partir des données demandées aux académies via le site Dialogue, en mars et en juin 2007.

Il permet de vérifier que tous les établissements sauront mettre en place une politique de prévention efficace et prisme toutes les dispositions propres à garantir un accès facile des élèves aux préservatifs. Vous pourrez ainsi rendre compte régulièrement des progrès accomplis en la matière dans votre académie.

Je sais pouvoir compter sur vous dans cette démarche importante d'éducation et de santé publique et vous remercie de votre plein engagement.

(BO n°46 du 14 décembre 2006.)